

SG/TS/NS

**VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt et un et le vingt-cinq février, à dix-huit heures et quinze minutes, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

Mme BIRKENER, M. PUJOL, Mme LECEA, Mme PAILHIEZ, Mme BENET, M. VIVES, M FUMET, M COMBES, M JOLIS, M LAVAUD, M. MASUYER, M. LARRIGOLE, Mme DANRE, Mme JAFFUS, M CAUMEIL, M. LOMBARDI, Mme COURTOIS, Mme JULIAN, M JULIAN, Mme FERRET, M MAÏQUE, M NOLOT, M PENAVAIRE, M. DENARD, Mme BAROUSSE, Mme FABRESSE-ROCA, Mme DA CONCEICAO, Mme COURRIÈRE-CALMON.

Ont donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M Bernard FUMET
M Laurent ROUGE à M Jean-Paul PUJOL
Mme Camille LOUARN à Mme Christine BENET
Mme Sabrina FITO à M Gérard FORCADA

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 29

Nombre de procurations : 4

Date de la convocation : 19 février 2021

Date de l'affichage par extrait : 4 mars 2021

Secrétaire de séance : Mme Christine BENET

OBJET :

Mise en place de baux emphytéotiques administratifs pour favoriser l'implantation de hangars destinés à des activités économiques.

L'aérodrome de Lézignan-Corbières a été créé par l'Etat qui en avait également la propriété. Un arrêté ministériel en date du 10 décembre 1964 a classé l'aérodrome parmi ceux ouverts à la circulation aérienne. Le 25 avril 1975, un autre arrêté ministériel en a porté concession de l'exploitation à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Narbonne. Le préfet de l'Aude a pris pour sa part un arrêté en date du 23 juillet 1976 relatif aux mesures de police applicables sur ce site. L'aérodrome a ensuite fait l'objet d'une convention portant occupation du domaine public le 30 juillet 1986 entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières. Cette convention avait pour objet de fixer, dans le cadre de son affectation, les conditions d'aménagement, d'entretien et d'exploitation dudit aérodrome.

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et plus particulièrement son article 28, a permis le transfert de la propriété des aérodromes civils appartenant à l'Etat aux collectivités territoriales ou à leurs groupements, à compter du 1^{er} janvier 2005. Le 15 décembre 2006, en application de l'article précité, une convention a été conclue entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières avec pour objet la détermination des conditions d'aménagement, d'entretien et de gestion de l'aérodrome, mais aussi l'organisation du transfert du patrimoine et des compétences correspondants.

Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Le 24 septembre 2008, un acte de transfert de propriété de l'Etat à la commune portant sur les parcelles situées dans le périmètre de l'aérodrome est reçu par le préfet du département de l'Aude. Ce dernier stipule que la commune devient propriétaire « *des immeubles domaniaux transférés et en a la jouissance à compter de la date de signature du présent acte* » et ce à titre gratuit.

En ce qui concerne l'appartenance de l'aérodrome au domaine public de la commune de Lézignan-Corbières, l'article L. 2111-16 CGPPP stipule : « *Le domaine public aéronautique est constitué des biens immobiliers appartenant à une personne publique mentionnée à l'article L. 1 et affectés aux besoins de la circulation aérienne publique. Il comprend notamment les emprises des aérodromes et les installations nécessaires pour les besoins de la sécurité de la circulation aérienne situées en dehors de ces emprises.* ». Cela signifie donc que le domaine public aéronautique est, en vertu de cette disposition, composé de biens immobiliers affectés aux besoins du service public de la circulation aérienne publique. Par ailleurs, lorsqu'un bien est inclus dans une emprise relevant du domaine public, il est réputé appartenir au domaine public en question (C.E. 5 février 1965 *Société lyonnaise des transports*). Concernant le domaine public aéronautique, les terrains compris dans l'emprise d'un aérodrome ouvert à la circulation publique appartiennent donc au domaine public (arrêt de la CAA de Marseille du 10 juillet 2020).

La commune de Lézignan-Corbières peut louer des parcelles de son domaine public par l'intermédiaire d'un Bail Emphytéotique Administratif (BEA). Aux termes de l'article L. 1311-2 CGCT, le BEA est un contrat par lequel une collectivité territoriale octroie un droit réel à une personne publique ou privée sur les biens immobiliers relevant de son domaine public en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général relevant de sa compétence.

Une mise en concurrence obligatoire simplifiée doit être mise en œuvre. En effet, depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017 de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, la délivrance de titres domaniaux en vue d'une exploitation économique est soumise à des mesures de publicité. C'est ainsi que l'article L. 2122-1-1 CGPPP stipule : « *Sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester* ».

La commune a donc procédé à une publicité dans le Bulletin Officiel Annonces Marchés Publics le 8 janvier 2021 (annonce n°21-1845) afin d'informer les éventuelles personnes physiques ou morales intéressées par un BEA en vue d'implanter une activité économique en lien avec l'aéronautique.

Il convient désormais d'autoriser Monsieur le Maire à conclure des BEA sur le domaine public de l'aérodrome de Lézignan-Corbières avec des personnes morales ou physiques de droit privé en vue de l'implantation d'activités économiques en lien avec l'aéronautique.

**Sur la proposition de son rapporteur, M Jean-Paul PUJOL,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- Autorise Monsieur le Maire à conclure des BEA sur le domaine public de l'aérodrome de Lézignan-Corbières avec des personnes morales ou physiques de droit privé en vue de l'implantation d'activités économiques en lien avec l'aéronautique.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS



Le Maire,

Gérard FORCADA

